

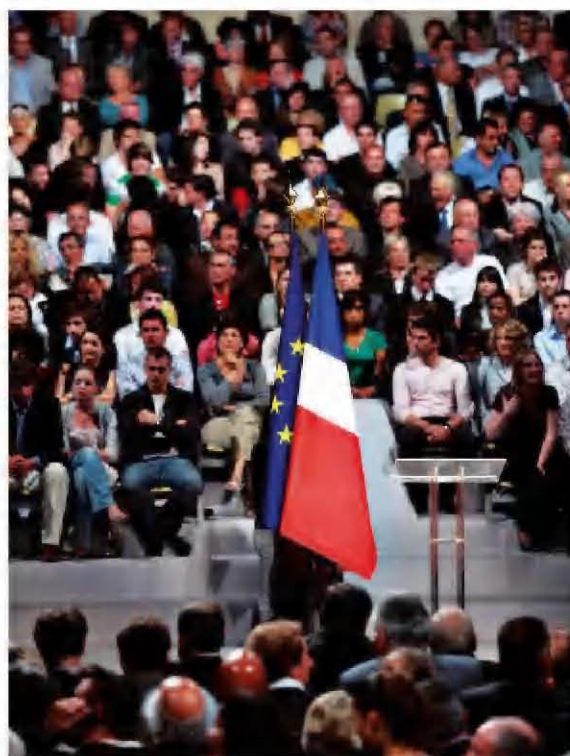
2012 : le nouveau paysage idéologique français

À six mois de la présidentielle, que pensent vraiment les Français ? À quelles valeurs sont-ils encore attachés ? Comment imaginent-ils leur place au sein de la société ? Portrait d'un pays qui doute, bouge et se cherche

Gauche/droite : qui y croit encore ?

Les Français ne sont plus « croyants ». 58% d'entre eux estiment dépassé le clivage gauche/droite. 35% seulement sont d'un avis contraire. Il n'y a là rien de fondamentalement nouveau depuis le tournant de la rigueur en 1983 et, surtout, depuis la chute du mur de Berlin en 1989 (*voir courbe n° 1*). Mais, que l'on soit centriste ou frontiste, sarkozyste ou écologiste, cette conviction est désormais majoritairement partagée. A une seule exception : les sympathisants socialistes qui sont les derniers à considérer majoritairement ce clivage comme encore pertinent.

D'un autre côté, pourtant, les Français restent « pratiquants ». Ils sont 74% à accepter de se positionner à droite ou à gauche. Comme si c'était moins l'existence que la lisibilité du clivage qui leur posait problème. Lorsqu'on interroge les Français non plus sur la représentation qu'ils se font du clivage gauche/droite mais sur le jugement qu'ils portent sur la société, on constate surtout qu'il existe bien une sensibilité de gauche et une sensibilité de droite qui s'articulent autour de l'égalité. Au-delà de préoccupations communes telles que le chômage et le pouvoir d'achat, quels sont les principaux problèmes que rencontre notre pays ? 43% des sympathisants socialistes contre 20% des sympathisants UMP répondent les inégalités sociales. Pour l'insécurité, les chiffres sont inversés : 19% pour les premiers et 34% pour les seconds. Quel est le jugement que l'on porte sur le fonctionnement de la société ? Négatif à gauche, en ce



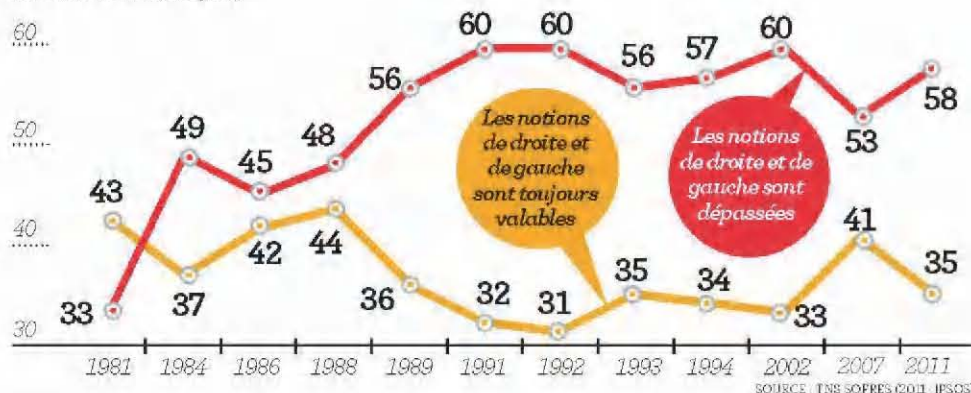
sens qu'il aggrave les inégalités liées au milieu d'origine (62%). Positif à droite, en ce sens qu'il permet de les corriger ou, à tout le moins, de ne pas les aggraver (63%).

Ouvert/fermé : est-ce la nouveauté ?

Cette antinomie ouvert/fermé, inventée par le politologue Pascal Perrineau, repose sur l'idée que l'attitude des Français vis-à-vis de questions transversales, telles la mondialisation ou l'immigration, structure aussi la société. Les « ouverts » seraient favorables à la mondialisation et ne considéreraient pas l'immigration comme un problème, tandis que les « fermés » défendraient une position inverse. L'analyse des résultats de notre enquête, à l'aune de ce critère, amène à une première conclusion : ce clivage est bien une réalité. Sur le changement, les « fermés » sont réactionnaires à 48% et les « ouverts ».

1/ TRENTE ANS DE CLIVAGE GAUCHE/DROITE

Ensemble des Français (en %)



réformistes à 41%. Sur l'Union européenne, les « fermés » sont 56% à considérer qu'elle aggrave les effets de la mondialisation, alors que les « ouverts » ne sont que 17% à le penser.

Deuxième conclusion: ce nouveau clivage se surpose partiellement à l'opposition gauche/droite. Ainsi, les mots très importants pour les « fermés » sont-ils l'ordre, la nation et le mérite et, pour les « ouverts », la tolérance, la solidarité et la laïcité. Il est d'ailleurs frappant de constater que les « fermés » se positionnent eux-mêmes largement à droite (51% contre 17%) alors que les « ouverts » le font légèrement à gauche (42% contre 35%).

Ouvriers: une tentation réactionnaire ?

Dans le nouveau paysage idéologique français, il existe une réelle singularité de ce que l'on appelle les « milieux populaires », c'est-à-dire les ouvriers et les employés. Pour être plus précis encore, il existe, surtout chez les ouvriers, une tentation frontiste – qu'Alain Mergier et Jérôme Fourquet (3) ont récemment appelée un « point de rupture ».

Cette singularité repose d'abord sur le fait que les ouvriers sont davantage nostalgiques du passé: une majorité relative d'entre eux (42%) veut « revenir en arrière ». Ils sont devenus, comme on disait autrefois, « réactionnaires » (voir tableau n° 2). De même, les ouvriers sont plus inquiets de l'avenir que les autres catégories socio-professionnelles. Ils redoutent davantage l'inéluctabilité du « déclin » français face à la montée des pays émergents. Ils sont plus



BIO

GILLES FINCHELSTEIN
 Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès et directeur des études d'Euro RSCG, il est également l'auteur de « la Dictature de l'urgence » (Fayard).

nombreux à craindre les effets négatifs de la mondialisation. Sur ces deux questions, il existe un écart de vingt points entre eux et les cadres. Enfin, les ouvriers sont la catégorie qui se positionne le moins... à gauche. Ils sont 31% à choisir cette place sur l'échiquier politique contre 45% des professions intermédiaires et 60% des cadres.

Qu'en conclure? Traitant un sujet éminemment symbolique avec des formules provocatrices, Bruno Jeanbart et Olivier Ferrand (2), pour Terra Nova, ont récemment déclenché une belle polémique à partir d'un vrai constat: celui de l'abandon des ouvriers par la gauche! Cette dernière ne peut pourtant pas délaïsser les milieux populaires, ne serait-ce que pour des raisons très prosaïques: ils conservent à la fois un poids démographique important – 13 millions d'ouvriers et d'employés – et

une mobilité électorale forte – ils ont voté majoritairement François Mitterrand en 1988, Jacques Chirac en 1995 et se sont partagés entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy en 2007. Par ailleurs, on voit mal comment la gauche, qui dit avoir pour vocation la lutte contre les injustices, pourrait se résoudre à négliger ceux qui en sont le plus victimes. Mais elle doit donc leur parler en ayant une claire conscience de leur extrême diversité. Aujourd'hui, les employés ne pensent pas exactement comme les ouvriers. Une partie non négligeable des ouvriers reste d'ailleurs proche des combats de la gauche. Quant à ceux qui s'en sont éloignés, il faut leur ouvrir des perspectives, notamment économiques et sociales, pour eux comme pour leurs enfants.

Génération 68: une dérive conservatrice ?

Il y a 15 millions d'électeurs de plus de 60 ans aujourd'hui en France. Or, il n'y en avait que 9 millions lors de la victoire de François Mitterrand en 1981. Les seniors participent davantage aux élections et votent massivement à droite. C'est grâce aux plus de 60% obtenus dans cet électorat que Nicolas Sarkozy a été élu en 2007. La question pour 2012 est, dès lors, assez simple: la génération 68 a 60 ans. Mais quelle est la clé de son comportement? Le fait qu'il s'agisse d'anciens soixante-huitards ou de nouveaux soixanténaires?

La réponse illustre l'ampleur du défi que la gauche doit relever. Les seniors sont la seule strate démographique à se positionner majoritairement à droite: 45%, soit dix points au-dessus de la moyenne ●●●

2/ LA SOCIÉTÉ, LE CHANGEMENT ET NOUS...

	Ensemble des Français		
	Ouvriers	Cadres	
Réformistes (il faut transformer la société radicalement/la réformer en profondeur)	41	28	61
Conservateurs (il faut modifier quelques aspects de la société, mais sans toucher à l'essentiel/il faut laisser la société dans son état actuel)	28	25	21
Réactionnaires (il faut revenir en arrière sur certaines choses)	29	42	14

SOURCE: IPSOS

3/ POUR QUE LE MONDE SOIT MEILLEUR...

	Ensemble des Français	Moins de 35 ans	Plus de 50 ans
Un monde meilleur serait un monde avec plus de solidarité	30	35	29
Un monde meilleur serait un monde avec plus de morale	19	12	30

SOURCE: IPSOS

4/ DÉFICITS, DETTES: EST-CE, SELON VOUS...

	Ensemble des Français	Sympathisants PS	Sympathisants UMP
... Un objectif qu'il faut prioritairement régler, même si cela demande de gros efforts ?	31	25	51
... Un objectif important mais parmi d'autres problèmes ?	49	57	39
... Un objectif dont on exagère l'importance ?	17	15	9

SOURCE: IPSOS

●●● nationale. Les seniors placent au cœur de leurs préoccupations des thèmes sur lesquels la crédibilité relative de la gauche est traditionnellement faible: les déficits publics, l'immigration et, surtout, l'insécurité. Les seniors considèrent qu'un monde meilleur serait d'abord un monde avec plus de « morale » quand les moins de trente-cinq ans attendent davantage de « solidarité » (voir tableau n° 3). Bref, l'effet d'âge l'emporte sur l'effet de génération: les seniors sont bien à droite.

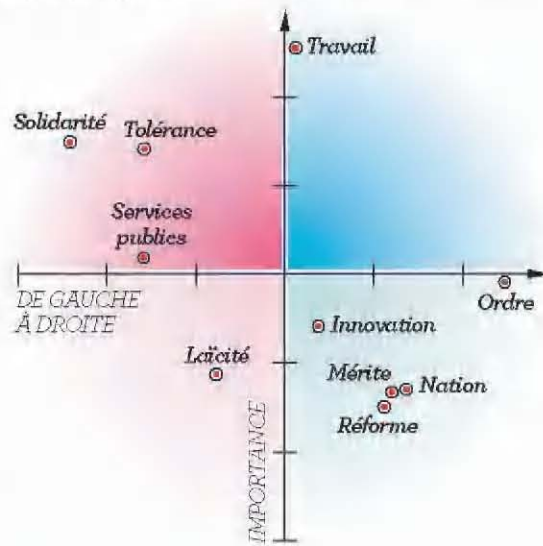
Il y a néanmoins des leviers sur lesquels la gauche peut jouer. L'attachement à la morale? Le bilan de Nicolas Sarkozy peut difficilement susciter l'enthousiasme. La préoccupation des déficits publics? Les positions de François Hollande ne peuvent guère les alarmer. L'inquiétude sur l'avenir? La gauche peut y répondre. Elle doit pour cela déjouer le piège mortel de la guerre des générations. Elle doit préférer un discours sur la jeunesse à un discours à la jeunesse. Elle doit faire de l'articulation des différents âges de la vie une partie structurante de son projet.

Déclinistes ou progressistes?

Deux idées s'imposent aujourd'hui comme des évidences: notre pays serait irréductiblement conservateur et inéluctablement sur le déclin. Le paysage qui se dessine dans notre enquête est beaucoup plus contrasté. La France n'est pas conservatrice. Ceux qui estiment que la société doit être laissée dans son état actuel ou aménagée à la marge ne sont que 28%. Elle est réformatrice: près de la moitié des Français (43%) considèrent qu'il faut changer la société – dont 30% « en profondeur » et 13% « radicalement ». Mais la société française est aussi réactionnaire, au sens étymologique du mot: presque un tiers (29%) – ce qui est beaucoup! – défend l'idée qu'il faudrait « revenir en arrière ». Sur cette question, le clivage n'est pas entre la droite et la gauche. Il passe entre les partis républicains et le Front national qui compte 44% de réactionnaires. Enfin, s'il y a une évolution notable, c'est la percée des réactionnaires qui n'étaient que 13% il y a dix ans.

5/ LES VALEURS DES FRANÇAIS

Ensemble des Français



A LIRE

A chaque présidentielle sa toile de fond idéologique.
En 1995, c'était « Aux origines du malaise politique français » d'Emmanuel Todd, à la Fondation Saint-Simon.
En 2007, c'était « le Descenseur social », de Philippe Guibert et Alain Mergier, à la Fondation Jean-Jaurès.

La France n'est pas non plus décliniste. Qu'elle soit inquiète, pessimiste, déflante, nul ne peut l'ignorer. Mais, et c'est une autre surprise de cette enquête, les Français ne sont que 25% à penser qu'un lent déclin soit inéluctable face à la montée des pays émergents. Là aussi, le vrai clivage oppose les partis républicains et le Front national où se concentrent les « déclinistes ».

Cigales ou fourmis?

La question qui se pose est de savoir comment, pour les Français, la question des finances publiques s'articule avec les autres priorités et, une nouvelle fois, les résultats vont à l'encontre de bien des idées reçues. Sur l'objectif de réduction du déficit et de la dette, il y a un large consensus puisqu'il n'y a que 15% de Français pour considérer qu'on « exagère l'importance » du problème. Ce qui est peu. Il existe en revanche un clivage sur la place de cette priorité: pour 57% des sympathisants socialistes, c'est un « objectif important, mais parmi d'autres problèmes ». Pour 51% de ceux de l'UMP, c'est un objectif « prioritaire » (voir tableau n° 4).

Sur les modalités, le consensus est moins réjouissant pour la gauche: 80% des Français se prononcent d'abord en faveur d'une réduction des dépenses publiques. Dans ce contexte, la gauche ne doit évidemment pas renoncer à la réforme de la

fiscalité ni à l'augmentation de certaines dépenses publiques. Mais elle doit prendre garde à ne pas apparaître sous le seul visage du classique « *tax and spend* », comme disent les Anglais...

Des maux et des mots

Il y a des mots usés parce que, objectivement, ils ont trop servi. Ainsi, le terme « réforme » qui n'est jugé « très important » que par 29% des Français, loin derrière tous les autres. Usés aussi parce que, subjectivement, ils n'entrent plus dans la conscience collective. L'expression « classe populaire » ne suscite un sentiment d'appartenance que chez 16% des Français (21% chez les employés et ouvriers). En revanche, les mots de « classe moyenne inférieure » provoquent le même sentiment chez 51% des Français.

Mais il existe aussi des mots nouvellement valorisés. Quand on veut savoir quels sont ceux que retiennent la gauche et la droite et quels sont ceux qui sont jugés importants ou secondaires (voir graphique n° 5), on constate tout d'abord que la plupart d'entre eux sont politiquement neutres – « ni de gauche ni de droite » ou « autant de gauche que de droite ». C'est le cas notamment du « travail ». Autre enseignement: il y a des mots qui restent vraiment attribués à la gauche – la « solidarité » et les « services publics », la « tolérance » et la « laïcité ». D'autres sont majoritairement attribués à la droite – l'« ordre » et, dans une moindre mesure, la « nation » et le « mérite ». Enfin, et c'est sans doute le plus intéressant: les mots qui sont jugés les plus importants sont nettement les mots de gauche. Le plus important pour les Français est « solidarité ». Le plus rassembleur pour désigner ce que serait un monde meilleur est « respect ». Solidarité et respect, voilà presque un programme!

GILLES FINCHELSTEIN

Enquête Ipsos réalisée auprès d'un échantillon de 960 personnes, du 16 au 17 août 2011.

- (1) Lire « Le point de rupture » sur www.jean-jaures.org
- (2) Lire « Gauche: quelle majorité électorale pour 2012? » sur www.tnova.fr